

## Cadre réservé à la mairie

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° PC07213225Z0020  
déposée à la mairie le : 08/08/2025

par : Madame DUPIN Adeline

fera l'objet d'un permis tacite<sup>[2]</sup> à défaut de réponse de l'administration deux  
mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage  
sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme  
au modèle réglementaire.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

072-217201326-20251008-TACITE\_20-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 26/11/2025  
Publication : 26/11/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



## Délais et voies de recours

Le permis peut faire l'objet d'un recours administratif  
ou d'un recours contentieux dans un délai de deux  
mois à compter du premier jour d'une période  
continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un  
panneau décrivant le projet et visible de la voie  
publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

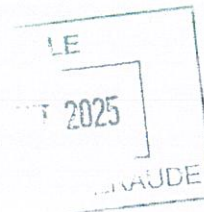
L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité,  
de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision  
et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du  
code de l'urbanisme).

### Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers :

Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes  
d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte  
les autres réglementations et les règles de droit privé.

Toute personne s'estimant lésée par la  
méconnaissance du droit de propriété ou d'autres  
dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses  
droits en saisissant

les tribunaux civils, même si le permis de construire  
respecte les règles d'urbanisme.



[2] Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.